



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Afrique / BAD

Accélération de la croissance inclusive et du développement durable
La Banque africaine de développement (BAD) a lancé des programmes visant à renforcer les capacités institutionnelles pour une gestion efficace de la ... • (Page 08)

Africa Investment Forum
34,82 milliards de dollars d'intérêts d'investissement pour l'Afrique
L'Africa Investment Forum (AIF) 2023, qui s'est tenu du 8 au 10 novembre ... • (Page 08)

Un nouveau chapitre de succès pour la SGI AFRICABOURSE • (Page 03)

4 milliards d'emprunt levés au groupe VETO SERVICES



Une première en Afrique • (Page 04)

Le Togo multiplie sa capacité de réseau Internet par 20

Investissement

Le chef de l'Etat participe au sommet du G20 Compact with Africa en Allemagne
Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé, prend part ... • (Page 02)

18e Foire Internationale de Lomé

« On est prêt. On attend que les visiteurs »
Où en est-on avec les préparatifs de la Foire Internationale de Lomé, édition 18 ? La réponse à cette inquiétude est donnée par Mme Rose Kayi • (Pages 04)

Cinquantenaire de la BOAD

Des vivres offerts au centre polyvalent Saint Augustin de Kégué
La responsable de la communication interne de la Banque ouest africaine de développement (BOAD), Sylvie Prince ... • (Page 06)

Opinion

La COP bégaie, mais elle reste cruciale pour le monde
Si la COP est l'un des rares forums où toutes les parties peuvent aplanir leurs divergences, les intérêts des ... • (Page 11)



FIBREZ SANS FRAIS
ACTUELLEMENT LA BOX FIBRE ET L'INSTALLATION SONT OFFERTES*
8866 www.canalbox.tg
CANALBOX PRENEZ LE MONDE DE VITESSE

Investissement

Le chef de l'Etat participe au sommet du G20 Compact with Africa en Allemagne

Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé, prend part ce lundi 20 novembre à Berlin, au 4ème sommet G20 Compact with Africa (G20-CwA) sur l'investissement. Le chef de l'Etat, invité par le chancelier allemand, Olaf Scholz, est également attendu à une conférence sur les investissements privés allemands sur le continent.

Cette rencontre de haut niveau, qui intervient dans un contexte de reprise de l'économie africaine, consécutive aux différentes crises des dernières années, réunit une vingtaine de dirigeants de pays réformateurs du continent, ainsi que des opérateurs économiques allemands et des représentants des institutions de Bretton Woods. Il s'agira notamment de plancher sur le renforcement de la coopération économique dans plusieurs secteurs, en particulier l'énergie, ou encore sur la promotion des investissements privés. Au cours des activités, le n°1 togolais partagera les réformes opérées avec succès au cours des



dernières années par le pays, les fruits du dynamisme de la coopération entre Berlin et Lomé, ainsi que les opportunités d'affaires au Togo. Pour rappel, le sommet du G20 pour l'investissement réunit les pays partenaires du pacte Compact With Africa,

une initiative lancée en 2017 par les pays du G20 sous la direction de la chancelière allemande, Angela Merkel, pour encourager la mise en œuvre des réformes dans les pays et stimuler l'investissement. Le Togo est le 12ème pays à avoir adhéré au pacte.

Fêtes de fin d'année

Calixte Madjoulba interdit les pétards et artifices au Togo

Le ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, Calixte Madjoulba, interdit strictement l'importation, la vente, et l'usage de pétards ainsi que tout autre artifice assimilé sur l'ensemble du territoire national du Togo.

Cette mesure, prise dans le cadre de la sécurité publique, vise à prévenir d'éventuels incidents liés à l'utilisation de ces dispositifs pyrotechniques au cours de cette fin d'année. La décision, qui est en vigueur couvre toutes les formes de pétards et d'artifices similaires, indépendamment de la raison de leur utilisation. Le ministre Madjoulba a souligné que cette décision a été prise après une évaluation minutieuse des risques potentiels pour la sécurité publique, notamment en raison de l'approche des festivités de fin d'année où l'utilisation de pétards est traditionnellement élevée.

Mesure sécuritaire

citoyenne

Cette interdiction s'inscrit dans le cadre des efforts du gouvernement togolais pour assurer la sécurité des citoyens et maintenir l'ordre public. Les pétards et autres dispositifs similaires sont souvent associés à des risques d'accidents, d'incendies, et peuvent représenter une menace pour la sécurité des personnes et des biens. Le ministre Madjoulba a appelé la population à respecter scrupuleusement cette interdiction et a averti que des sanctions sévères seront prises à l'encontre de ceux qui enfreindraient cette réglementation. Les forces de sécurité seront mobilisées

pour faire respecter cette mesure et assurer la sécurité de tous les citoyens. « La mesure est toujours en vigueur et que les contrevenants s'exposent à la rigueur de la loi et aux sanctions particulières prévues à cet effet. Des instructions seront données aux forces de sécurité, pour procéder à leurs saisies, traquer et au besoin interpellier les contrevenants », a-t-il fait savoir. Il est à noter que cette décision intervient également dans le cadre d'une approche proactive visant à minimiser les risques d'incidents liés à l'utilisation irresponsable de dispositifs pyrotechniques, contribuant ainsi à créer un environnement sûr et sécurisé pour tous les Togolais.

Image du jour



Les Nana Benz du Togo étaient à l'honneur au pavillon de la Zlecaf à la foire intra-africaine tenue au Caire du 9 au 15 novembre 2023.

AUX DECIDEURS ...

De la réduction de l'aide au développement

Les pays fragiles et les moins avancés ont vu leur aide au développement considérablement réduite, selon l'Organisation de coopération et de développement économiques. Par exemple, l'aide publique nette au développement, accordée aux pays d'Afrique subsaharienne a diminué de 7,8 % par rapport à 2021. Et l'aide au développement pour la paix et la prévention des conflits est tombée à son plus bas niveau depuis 15 ans.

Ces réductions frapperont durement les pays fragiles. Les pays fragiles représentent 24 % de la population mondiale et 73 % des personnes extrêmement pauvres dans le monde.

Les coupes budgétaires ont déjà des effets considérables et alimentent les crises humanitaires. Le Programme alimentaire mondial estime que « chaque réduction d'un pour cent de l'aide alimentaire risque de pousser plus de 400 000 personnes au bord de la famine ».

Le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a averti que les réductions de l'aide menaceraient d'annuler les progrès en matière de développement. En gardant à l'esprit que la pauvreté a augmenté dans les pays touchés par des conflits malgré une tendance mondiale à la baisse, nous prévoyons qu'un tel renversement pourrait contribuer à l'instabilité mondiale.

Il est vrai que le contexte politique et sociétal est important et doit être pris en compte. Mais la réduction de l'aide allouée aux pays les moins avancés, et en particulier à ceux qui se remettent d'un conflit violent, pourrait placer les pays fragiles sur une trajectoire d'instabilité politique (renouvelée) et de sous-développement. Les populations déjà vulnérables devront une fois de plus supporter le poids de nouveaux cycles de violence et de pauvreté.

Nous étudions les liens entre le développement et les conflits violents depuis des décennies et près d'une décennie respectivement. Notre dernier projet de recherche porte sur les héritages institutionnels des conflits violents. Il montre comment et pourquoi les conflits violents persistent, comment et pourquoi leurs séquelles perdurent, et ce qui peut être fait pour réduire le risque et l'impact de la violence. Nous recommandons que l'aide au développement corresponde plus étroitement aux besoins croissants en matière de consolidation de la paix et d'aide humanitaire dans les contextes fragiles. Toute aide au développement n'est pas efficace pour apporter la stabilité ou construire la paix. Néanmoins, selon notre analyse, l'aide au développement joue un rôle crucial dans six domaines clés.

Sans aide financière supplémentaire, de nombreux gouvernements ne seront pas en mesure de surmonter ces chocs. Cela pourrait encourager les acteurs non étatiques violents à accéder au pouvoir.

La région du Sahel est également emblématique de cette dynamique. Le Mali et le Burkina Faso ont connu l'année la plus meurtrière jamais enregistrée alors que leurs gouvernements militaires de transition luttent pour contenir les insurrections jihadistes. Depuis le récent coup d'État militaire au Niger, qui a entraîné le retrait de l'aide humanitaire et des troupes internationales, le pays a également connu une recrudescence de la violence militante.

Un exemple en est la récente demande adressée par la République démocratique du Congo à l'ONU pour un retrait « accéléré » de ses troupes. Cela survient 24 ans après le début de la Monusco, la mission de maintien de la paix de l'ONU en RDC, l'une des plus importantes au monde. La violence pourrait s'accroître en l'absence d'une telle intervention internationale, comme cela s'est produit depuis le retrait de la Minusma, la mission de l'ONU présente au Mali depuis dix ans.

Le financement du développement devrait être alloué d'une manière qui corresponde plus étroitement aux besoins humanitaires et de consolidation de la paix. Cela ressort également clairement du Nouvel Agenda pour la paix de l'ONU. Il appelle à l'action maintenant pour renforcer les cadres de coopération qui sont nécessaires pour nous faire passer du chemin de la destruction à celui de la prospérité... sur la base d'un engagement reforge en faveur de solutions multilatérales, fondées sur la confiance, la solidarité et l'universalité. Corriger le cap dans l'allocation de l'aide pourrait répondre en partie à la méfiance croissante parmi les pays en développement et soutenir les perspectives de paix.

Midas Tigossou

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Un nouveau chapitre de succès pour la SGI AFRICABOURSE

4 Milliards d'emprunt levés au groupe VETO SERVICES par billets de trésorerie

Pour la 6^{ème} fois consécutive depuis 2018, le Groupe Veto Services (GVS-S.A.) s'est tourné vers le marché monétaire sous-régional pour réaliser une émission de billets de trésorerie, toujours en partenariat avec la SGI AFRICABOURSE. Cette sixième émission, représentant la deuxième tranche du troisième programme d'un montant de 4 milliards de FCFA, se démarque une fois de plus de ses précédentes opérations.

L'histoire récente se souvient encore de sa dernière émission en décembre passé basée sur un accord de classement de la BCEAO, réalisée à un taux d'intérêt de 6,5%, marquant ainsi le taux le plus bas obtenu par GVS ces dernières années, réduisant de 7,5% à 6,5%.

Malgré le contexte économique peu favorable caractérisé par l'augmentation du taux directeur de la Banque centrale, entraînant une hausse des taux d'intérêt nominaux dans le cadre des émissions de Billets de Trésorerie sur le marché monétaire, GVS maintient sa confiance envers les investisseurs et son expertise, émettant de nouveau à un taux de 6,5%.

Pour cette deuxième tranche du troisième programme, un montant total de 2 milliards de francs CFA a été mobilisé au cours du mois de



septembre 2023. Cette émission se compose de 400 titres, d'une valeur nominale de 5 millions de francs CFA, avec une maturité de 24 mois et un taux d'intérêt de 6,5% brut par an.

Le Groupe Veto Services S.A, fortement impliqué sur le marché béninois dans la fourniture de médicaments vétérinaires et d'intrants zootechniques, utilisera ces ressources pour financer ses besoins de financement à court terme.

L'opération a été agréée par la Banque

Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) sous le numéro d'identification : B301051B3 BT 6,50% 12-2022.

À travers le succès de cette opération, la SGI AFRICABOURSE confirme son rôle d'interlocuteur privilégié des entreprises béninoises et de l'UEMOA pour l'accompagnement et la mobilisation de ressources financières aux meilleures conditions du marché. La confiance continue des investisseurs dans GVS est un témoignage de leur solide partenariat

financier.

A propos de GVS – SA

Société Anonyme au capital de 512,42 millions de francs CFA, le Groupe Veto Services exerce dans les domaines de l'importation et la distribution de médicaments vétérinaires et d'intrants zootechniques, de la production d'aliments pour animaux, ainsi que de la transformation et du stockage des produits d'origine animale et végétale en République du Bénin. Ces programmes d'émission ont permis

à GVS d'accroître sa production industrielle de 36,63%, son chiffre d'affaires de 19,01%, sa création de valeur de 10,28% et sa contribution aux recettes fiscales de l'État de 131,54% entre 2018 et 2022.

Pour son Directeur Général, M. Rémi Cossi CODJIA, les perspectives sont très prometteuses. La tendance devrait également se maintenir les années à venir.

À propos de AFRICABOURSE

La SGI AFRICA-

BOURSE S.A est une Société de Gestion et d'Intermédiation (SGI) (société de bourse) au capital de 1 000 000 000 FCFA spécialisée dans les services d'investissement et d'ingénierie, à travers le courtage, le placement, l'arrangement des opérations de levée de fonds sur le marché des capitaux de l'UEMOA. Elle est présente en Côte d'Ivoire, au Togo et au Bénin.

Elle est agréée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) de l'UEMOA sous le N° SGI-021/2005.

AFRICABOURSE est avec trois autres sociétés (FINANCIA ; AFRICABOURSE ASSET MANAGEMENT et OMNIUM DE GESTION ET D'INFORMATIQUE), filiale de la holding FINANCIA GROUP au capital de FCFA 2.007.660.000

Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Source : FMI - World economic outlook - dernières données disponibles - (e) estimation

Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dettes publiques (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dettes extérieures publiques (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Une première en Afrique

Le Togo multiplie sa capacité de réseau Internet par 20 grâce à Google

Le Togo qui avait officiellement accueilli le premier point d'atterrissage du câble sous-marin de fibre optique Equiano de Google en Afrique vient d'annoncer l'activation de cette infrastructure qui injectera dans le réseau Internet togolais une puissance 20 fois supérieure à celle du dernier câble construit pour desservir le pays. Un pas de géant vient d'être franchi par le marché des télécommunications et du numérique au Togo.

Le pays de l'Afrique de l'Ouest qui s'était officiellement connecté au câble sous-marin à fibre optique Equiano de Google, en mars 2022, vient d'annoncer que cette infrastructure d'une grande valeur pour les services de connectivité à haut débit est désormais opérationnelle. Pour les Togolais, l'activation de cet outil de la firme californienne, qui porte le nom de l'abolitionniste nigérian, Olaudah Equiano (1745-1797), est un grand événement. « L'élargissement de l'accès à l'Internet haut débit est une composante fondamentale du processus national de développement numérique dans le cadre des efforts pour atteindre les objectifs fixés dans la stratégie de transformation numérique dénommée "Togo Digital 2025", avait souligné Cina Lawson, ministre de l'Économie numérique et de la transformation digitale, lors de l'accueil officiel, en mars 2022, du premier point d'atterrissage du câble sous-marin en question. Pour la gestion du câble sous-marin, l'Etat du Golf de Guinée, à travers la société télécoms



Togocom, a signé, le jeudi 9 novembre, un accord de partenariat avec Csquared-Woezon SA, une coentreprise formée par la société Csquared. Avec une capacité de 144 Tbit/s, l'infrastructure devra radicalement changer la donne numérique au Togo. En effet, selon les autorités du pays, elle va injecter dans le réseau togolais une puissance 20 fois supérieure à celle du dernier câble construit pour desservir le pays. En termes d'impact, selon toujours le gouvernement togolais, le débit ouvrira un grand boulevard aux investissements à la promotion de la culture de start up dans le pays. Ce qui devrait permettre de créer 37 000 nouveaux emplois d'ici 2025. Au-delà du Togo, l'activation du câble Equiano, qui porte à trois le nombre de

câbles sous-marins approvisionnant en bande passante Togocom, devra également bénéficier au reste du continent africain. En effet, elle serait une véritable aubaine pour des millions de personnes sur le continent qui devront avoir un meilleur accès à Internet et de bénéficier des opportunités offertes par la transformation numérique. Ainsi, le Togo continue de gagner sa place sur la scène régionale et internationale comme un hub digital et un écosystème favorable à l'innovation et à l'investissement. Pour le géant californien, c'est un rêve qui devient réalité à savoir connecter l'Afrique au reste du monde avec du haut débit.

A.A

Politique

Au Togo, l'OIF juge fiable le fichier électoral

Le fichier électoral togolais est « suffisamment fiable » pour permettre la tenue des prochaines élections régionales et législatives « dans des conditions de confiance », a déclaré Désiré Nyaruhirira, Conseiller spécial politique et diplomatique de la Secrétaire générale de la francophonie.

Cette déclaration fait suite à l'opération d'audit du fichier électoral commanditée par la Commission électorale nationale indépendante (CENI) auprès de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF). Le rapport a été officiellement transmis au président de la CENI, Dago Yabré, le mercredi 15 novembre 2023, à Lomé. Selon le fonctionnaire de l'OIF, « après les vérifications et analyses menées,

les experts ont délivré des conclusions rassurantes sur la qualité du fichier électoral togolais ». « En sommes, je peux dire au nom des experts que le fichier électoral togolais est suffisamment fiable pour permettre la tenue des prochaines élections régionales et législatives dans des conditions de confiance », a-t-il ajouté. Au regard de la conclusion de l'examen du fichier, l'expert souligne que le Togo s'illustre comme un exemple d'inclusion. Le rap-

port rendu est la résultante d'un travail d'une semaine (du 20 au 27 octobre 2023) réalisé par 3 experts (un informaticien, un juriste et un statisticien démographe). Avec l'audit du fichier, le Togo vient de franchir une nouvelle étape dans la marche vers les élections législatives et régionales qui devraient, selon les prévisions gouvernementales, se tenir cette année.

Avec Togo First

Sergio Pimenta, Vice-président Afrique de la SFI

« Nous allons faire beaucoup plus au Togo »

Au Togo, la Société financière internationale (SFI), présente depuis plusieurs années, va renforcer son engagement. Présent à Lomé dans le cadre de l'AFIS 2023, le Vice-président pour l'Afrique de la branche de la Banque mondiale dédiée au secteur privé, Sergio Pimenta, a réaffirmé cette position, lors d'une rencontre vendredi 17 novembre avec le Premier ministre, Victoire Dogbé.

« Nous avons fortement augmenté nos interventions au Togo, en soutenant l'économie numérique, le secteur financier, l'agriculture, l'industrialisation, et un certain nombre de secteurs. Nous allons faire beaucoup plus », a assuré le responsable, en réponse au souhait d'une augmentation des opérations, formulé par la cheffe du gouvernement. La veille déjà, le n°2 de la SFI avait échangé avec le ministre de l'économie et des finances, Sani Yaya, sur les opportunités de renforcement de l'inclusion financière et du développement du secteur privé dans le pays. En effet, les interventions de la Société se sont diversifiées au cours des dernières années, particulièrement en faveur des



PME/PMI. D'ailleurs, durant les cinq derniers, « ce sont 65 millions de dollars qui ont été investis, avec le concours de nos partenaires financiers pour accompagner les entrepreneurs dans le développement de leurs activités »,

avait dévoilé Sergio Pimenta, à l'ouverture des assises de l'AFIS. Pour rappel, le portefeuille global de la SFI au Togo est actuellement estimé à 450 millions \$.

République togolaise

18e Foire Internationale de Lomé

« On est prêt. On attend que les visiteurs »

Où en est-on avec les préparatifs de la Foire Internationale de Lomé, édition 18 ? La réponse à cette inquiétude est donnée par Mme Rose Kayi MIVEDOR SAMBIANI, ministre en charge du commerce travers une visite guidée.

On est prêt. On attend que les visiteurs pour la Foire qui s'ouvre », a rassuré l'autorité en charge du Commerce, à la sortie de sa visite. L'officiel accompagné du Directeur Général du Centre Togolais des Expositions et Foires Togo 2000, Dr Alexandre de Souza, a constaté avec satisfaction, l'avancée des préparatifs de la 18e édition de la Foire Internationale de Lomé (FIL 2023). Elle s'est réjoui des avancées et des innovations apportées par l'équipe dirigeante du CETEF et invite les populations à vivre de bout en bout cet événement riche en affaires, loisirs et détente. Plusieurs innovations sont apportées pour améliorer l'expérience client. Mme Rose Kayi Mivedor invite la population à déjà réserver les tickets dès maintenant sur l'application CETEF

TOGO 2000 disponible sur Play store et App store en vue de bénéficier d'une réduction exceptionnelle de 20% sur le prix d'achat. Au titre des innovations, la création d'un village artisanal pour permettre aux artisans de faire leurs affaires, la mise en place des reposoirs pour les personnes à mobilité réduite, Togo Mall, un kiosque per-

manent des produits made in Togo qui offrira une visibilité aux productions des talents togolais. Une vingtaine de pays dont l'Egypte et la Turquie sont attendus à la Foire Togo 2000 qui s'ouvre ce mercredi 22 novembre 2023.

Grand reporter



Source : FMI ; World economic outlook ; dernières données disponibles ; (e) estimations ; Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

Le Togo en chiffres					
Principaux pays partenaires du Togo					
Principaux clients (% des exportations)	2020	Principaux fournisseurs (% des importations)	2020		
Burkina Faso	13,8	Chine	20,3		
Mali	13,0	France	8,6		
Bénin	10,0	Inde	7,5		
Niger	8,5	Ghana	5,6		
Ghana	8,1	Japon	4,3		
Inde	7,5	Nigéria	3,6		
Côte d'Ivoire	6,4	Allemagne	3,5		
Indicateurs du commerce extérieur					
Commerce extérieur (en % du PIB)	2016	2017	2018	2019	2020
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822	-502	-626	596	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (croissance annuelle en %)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services (en % du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1
Profil commercial					
Valeurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.091	2.166
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.008
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451

Entretien

« La Fintech ressemble au Parrain... la mort est nécessaire »

L'investisseur ghanéen Sangu Delle a soutenu certaines des plus grandes réussites technologiques africaines, mais son appétit reste intact. Rencontre avec un investisseur de longue expérience, doté d'un solide sens l'humour.



Wasoko, qui signifie « les gens du marché » en swahili – fait partie des start-up à la croissance la plus rapide du continent que Sangu Delle a accompagné dès le début. « L'entreprise est très intéressante parce qu'elle regroupe la demande des petits magasins artisanaux pour commander les produits directement auprès des fabricants ou des grands distributeurs. Il s'agit donc d'un système gagnant-gagnant. » Grâce à sa chaîne d'approvisionnement basée sur la technologie, Wasoko achemine des marchandises vers une demi-douzaine de pays, dont le Kenya, le Rwanda, l'Ouganda et la Tanzanie, et a lancé cette année de nouvelles opérations en Zambie et en RD Congo. « Les femmes du continent nous inspirent. Elles sont le symbole même de la résilience, après tout ce qu'elles ont construit au cours des derniers siècles d'oppression structurelle. » En 2022, les investisseurs ont injecté 125 millions de dollars dans le cadre d'une série B, ce qui représente la plus importante levée de fonds pour une start-up non financière en Afrique. Sangu Delle explique que la Golden Palm Investments Corporation, qu'il a fondée et qu'il préside, vise à tirer le meilleur parti d'entreprises émergentes telles que Wasoko. « Nous avons continué à investir et avons fait des paris en Égypte, au Ghana et au Nigeria, en Afrique de l'Est et en Afrique australe. Récemment, nous avons fait un gros investissement en Afrique du Nord. Nous continuons à investir dans les meilleurs entrepreneurs du continent qui résolvent les plus grands problèmes ou défis, et nous nous concentrons sur les entreprises technologiques. Nous avons eu quelques succès notables dans notre portefeuille, comme Flutterwave. » L'entreprise nigérienne de fintech Flutterwave est, avec Andela, un réseau mondial de placement de développeurs de logiciels, l'un des principaux succès de l'investisseur. Ils représentent des moments d'investissement de base astucieux, nés d'un pur instinct

Un investisseur pas comme les autres

L'histoire a commencé lorsque Iyin Aboyeji a contacté Delle pour un investissement. Beaucoup d'investisseurs africains auraient été inquiets d'envoyer des capitaux à un inconnu et à un débutant. Mais Sangu Delle a été séduit par la vision et la confiance d'Aboyeji. « Il m'a appelé et m'a dit : « Je lance cette nouvelle entreprise de Fintech ». J'ai cru en lui et j'ai viré 300 000 dollars sur son compte. Il m'a appelé et m'a dit : « Hey bro » et j'ai répondu : « Si tu me rappelles, je te vire encore plus », raconte Sangu Delle en riant. « Oui, Sangu est et a toujours été un investisseur spécial », confirme Iyin Aboyeji, cofondateur d'An-dela et ancien directeur général de Flutterwave. « Une fois, chez Flutterwave, où je travaillais plus étroitement avec lui sur la collecte de fonds, il m'a viré 100 000 dollars entre les deux tours et a refusé de reprendre l'argent, bien que la levée soit sursouscrite. » L'entrée de Sangu Delle dans la licorne Fintech Flutterwave était de 2,5 millions \$. En 2022, cette participation était estimée à 120 millions \$.

Il y aura un cimetière

Aujourd'hui, explique Sangu Delle, sa participation dans Flutterwave est beaucoup plus modeste, de l'ordre de 5 millions de dollars. Malgré tout cet enthousiasme, la Fintech n'est plus ce qu'elle était en Afrique de l'Ouest. Certains grands noms ont fermé leurs portes en raison des conditions économiques difficiles. Delle est inquiet mais calme, et comme d'habitude, il regarde les choses d'une autre manière – à travers le prisme de l'épopée des mafias. Il évoque la scène dans le film « Le Parrain » où, avant de partir assassiner un gangster rival et un capitaine de police corrompu, Michael Corleone évoque la guerre des gangs qui s'ensuivra : « Ces choses-là doivent se produire tous les cinq ans environ... ça aide à se débarrasser du mauvais sang. »

« C'est la même chose dans les Fintech, où la mort est nécessaire », explique l'investisseur. « Nous allons avoir un cimetière. Nous avons déjà vu un certain nombre d'opérations fermer. Il s'agit de personnes qui ne sont pas capables de s'adapter ou qui n'ont pas le bon modèle d'entreprise et qui, franchement, ne peuvent plus lever de fonds et ne sont pas autonomes du point de vue des flux de trésorerie. »

Pas de douleur, pas de gain

Faut-il s'inquiéter de l'avenir du secteur ? « Je vois d'énormes opportunités, car chaque fois qu'il y a de la douleur, il y a des opportunités. Le marché actuel va faire baisser le coût des acquisitions, créer des opportunités d'entretenir une certaine fidélité avec les clients. Il y a tout un tas de choses intéressantes dont nous pourrions tirer parti et qui nous permettraient d'accroître notre stabilité. » Un rappel de bon sens boursier : « Nous n'investissons pas lorsque le marché est en hausse. En fait, certaines des meilleures opportunités se présentent lorsque le marché est à la baisse. Que le marché soit bon ou mauvais, nous devons y aller et trouver comment créer de la valeur pour les clients. » Sangu Delle estime que l'IA devrait occuper une place importante dans sa stratégie d'investissement en Afrique. Une autre de ses entreprises est CarePoint, un système de santé technologique opérant dans tout le continent. « Nous avons conclu un partenariat avec Microsoft AI for Health. Nous travaillons à la mise au point d'outils d'IA pour aider à gérer les maladies chroniques telles que l'hypertension et le diabète », explique-t-il. « Un algorithme est capable de faire cela et qui le fait avec une plus grande précision que les humains. »

Le parcours de l'entrepreneur devenu investisseur a été semé d'embûches

Sangu Delle est allé enquêter dans les champs de bovins du Burkina Faso. « J'ai compris que les vaches étaient littéralement à moitié prix. J'ai donc loué un camion, acheté un lot de vaches au Burkina Faso et les ai amenées au Ghana. Nous avons remboursé le capital et les investisseurs étaient très satisfaits, ils ont eu de bons retours et ont investi davantage. » Par la suite, « nous avons lancé une activité immobilière. La thèse était que le taux d'urbanisation allait augmenter, ainsi que la demande, tant résidentielle que commerciale. Nous nous sommes également lancés dans l'aquaculture et l'agroforesterie. Nous nous sommes lancés dans le secteur de la santé, nous avons acquis une clinique et l'idée était d'utiliser la technologie pour la transformer. » Tout n'a pas été couronné de succès. Un investissement en Zambie s'est révélé peu brillant, par exemple. Il s'agissait de Zamsolar, une entreprise de technologie solaire pourtant prometteuse, basée à Lusaka, qui a sombré en raison de la volatilité de la monnaie et de la philanthropie des ONG. « C'était il y a une dizaine d'années. Ces entreprises se portaient bien et se développaient rapidement, mais elles ont été concurrencées par les ONG qui distribuaient gratuitement des panneaux solaires. Les marges de croissance se sont effondrées : on ne peut pas rivaliser avec la gratuité ! » Sangu Delle est fier de faire partie des 20 % d'investisseurs en Afrique qui sont nés et ont grandi dans ce continent, mais il reste prudent : « Il y a de vrais défis à relever. »

Libérer le potentiel de l'Afrique

Il est pessimiste quant à l'économie de son pays natal, le Ghana. « Les taux d'intérêt sont d'environ 30 % et l'inflation est de plus de 40 %. Il y a environ 18 mois, un dollar valait 5 cedis ; sa valeur a pu monter jusqu'à 15 cedis. Je n'ai pas confiance dans les prescriptions du régime actuel. » Ces difficultés économiques, du Cap à la Méditerranée, portent un coup à l'attrait de l'Afrique pour les investisseurs. « Je dirais que le continent n'a plus la cote, ce qui est compréhensible. Lorsque les taux d'intérêt augmentent, on assiste à une fuite massive des capitaux, mais je pense que les fondamentaux de l'économie sont encore assez solides. Il s'agit d'un revers important, mais très temporaire, dans la trajectoire du développement de l'Afrique. Et je pense que ce développement sera alimenté par beaucoup d'éléments. Mais il ne fait aucun doute que la technologie jouera un rôle important. »

Par exemple, « s'assurer d'avoir un bon gouvernement, avec des réglementations qui ont du sens et qui favorisent la croissance de l'entreprise. Créer un environnement propice à l'épanouissement des entreprises. Le deuxième élément est l'électricité. Les Nigériens ont tellement l'esprit d'entreprise que si le gouvernement règle le problème de l'électricité, le pays décollera. » L'autonomisation des femmes sera également essentielle pour libérer le potentiel de l'Afrique, affirme-t-il. « Les femmes du continent nous inspirent. Elles sont le symbole même de la résilience, après tout ce qu'elles ont construit au cours des derniers siècles d'oppression structurelle, de mœurs sociales et culturelles qui discriminent expressément et inutilement les femmes, et le manque d'égalité d'accès aux opportunités et aux financements. Malgré tout cela, les femmes ont continué à être d'infatigables et importants acteurs économiques, contribuant grandement à l'économie et à subvenir aux besoins de leurs familles. »

Telle mère, tel fils

Cet esprit d'entreprise lui a été transmis très tôt par sa grand-mère et sa mère et continue de l'animer aujourd'hui. « Je crois que j'avais six ans. Les ouvriers construisaient une route devant notre maison. Il n'y avait nulle part où trouver de la nourriture ou de l'eau – il fallait marcher des kilomètres pour obtenir quoi que ce soit. Alors, je mettais de l'eau dans le réfrigérateur et je la vendais aux ouvriers. » Le jeune homme gagnait de l'argent et sa mère l'a découvert. « Elle était consternée que j'ose faire payer les ouvriers du bâtiment : « Pourquoi ne leur donnes-tu pas simplement de l'eau ? La leçon que j'ai retenue, c'est que lorsque tu gagnes de l'argent, ne laisse pas maman le trouver dans ton short ! »

@AB

Cinquantenaire de la BOAD

Des vivres offerts au centre polyvalent Saint Augustin de Kégué

La responsable de la communication interne de la Banque ouest africaine de développement (BOAD), Sylvie Prince Ahyee a remis, au nom de son institution, des vivres au Centre polyvalent Saint Augustin (CPSA) de Kégué, le lundi 13 novembre.

Le don est composé des sacs de riz, des cartons de pâte alimentaire et des boîtes lait, sucre, tomate, huile et de sardine. Cette action citoyenne fait suite à la sollicitation adressée par le CPSA pour faire face à certains besoins jugés prioritaires, notamment la prise en charge du personnel enseignant et de la restauration (cantine) des enfants ainsi que de la réhabilitation de la clôture de protection du centre. Le coût total de ce geste humanitaire est de vingt-quatre million huit cent cinquante-six mille quatre cent (24.856.400) FCFA. « Le président de la BOAD, très sensible à la cause des couches vulnérables, a donné son accord pour cette requête que nous avons reçue », a dit Mme Prince Ahyee. Elle a ajouté que son institution est heureuse d'accompagner le centre non seulement pour le don en produits alimentaires, mais également pour la réhabilitation de la clôture du centre. S'agissant de la réhabilitation de la clôture, les diligences sont en cours au niveau des deux structures



pour le démarrage incessant des travaux. Elle a précisé que « l'acte que nous posons aujourd'hui s'inscrit dans le cadre de l'action citoyenne de la Banque. Au-delà du caractère symbolique de cette cérémonie, c'est l'engagement de la BOAD envers les plus vulnérables qui est mis en valeur, ce qui participe de la responsabilité sociale de l'institution ». Le soutien de la Banque en faveur du centre n'est pas le premier. Le 20 janvier dernier, la BOAD avait fait un don au CPSA de matériels didactiques (tablettes, poinçons, cubarithme, cannes blanches, feuilles bristol), d'une valeur de six million deux cents quatre vingt-quinze mille deux cents (6.295.200) FCFA. La directrice du CPSA, Mme Lagnan Pyrénam a exprimé sa gratitude au donateur et promis que le don ira aux

bénéficiaires. « La BOAD nous a redonné l'espoir de vivre puisque nous sommes à un moment très difficile par rapport à la cherté de la vie actuelle. Nourrir des dizaines d'enfants matin, midi et soir ce n'est pas facile. Cette action de la BOAD est venue au bon moment et nous donne encore l'espoir », a-t-elle confié. « Nous enseignons les enfants handicapés visuels partiels ou total. Ces enfants viennent de loin obligatoirement ils doivent être logés et nourris sur place. Cette année nous avons 63 pensionnaires pour le moment puisqu'ils continuent par y arriver. Nous lançons un appel à d'autres partenaires pour qu'ils leur emboîtent les pas puisqu'il y en a qui sont réticents », a conclu la directrice

Commande publique

Le RACoP adopte une dizaine de recommandations

La troisième Assemblée générale du Réseau africain de la commande publique (RACoP), qui s'est achevée jeudi à Abidjan, a adopté une dizaine de recommandations en vue d'une contribution efficace au développement durable en Afrique. La veille, les participants venus d'une quarantaine de pays africains avaient choisi le Rwanda pour accueillir l'Assemblée générale 2024 du RACoP.

● Nicole Esso

Parmi les résolutions approuvées figurent notamment la mise en place d'une commande publique électronique et durable, la création d'un comité ad hoc chargé du renforcement durable des capacités des acteurs de la commande publique, la professionnalisation de ces acteurs et l'élaboration d'un plan stratégique pour le Réseau ainsi que la facilitation des échanges d'information. « Vous avez passé des heures à réaliser des travaux fructueux, a salué Frank Mvula, directeur des Services fiduciaires et de l'Inspection à la Banque africaine de développement. Avec la Banque mondiale et la Banque islamique de développement, nous allons essayer de garder ce réseau vivant, à travers un soutien technique et financier. J'espère surtout que ces résultats ne s'arrêteront pas ici. Il faut pouvoir avancer.



Les idées produites doivent être traduites en actes. » Directrice de l'Intégration régionale pour l'Afrique subsaharienne, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord à la Banque mondiale, Boutheina Guerhazi a salué le travail en réseautage des participants. « Vous avez discuté des défis auxquels vous êtes confrontés, vous avez échangé et êtes parvenus à des résultats. Je suis sûre que, de retour dans vos pays respectifs, vous travaillerez à améliorer le système de commande publique. Ce sont vos efforts qui transformeront la commande publique en Afrique et apporteront un impact significatif sur le continent », a souligné Mme Guerhazi. « Nous sommes prêts à vous appuyer pour réussir la mise en œuvre

des recommandations. Nous souhaitons un plein succès dans la réalisation de votre feuille de route », a déclaré, Elhadj Malick Soumaré, représentant de la Banque islamique de développement à l'Assemblée générale d'Abidjan. Nouvelle élue à la présidence du Réseau, Joyeuse Uwingeneye a salué la confiance placée en son pays, le Rwanda, pour accueillir l'Assemblée générale 2024 du RACoP. « En plus de la Banque africaine de développement, de la Banque islamique de développement et de la Banque mondiale, nous allons travailler d'arrache-pied pour mobiliser d'autres partenaires autour du Réseau. Aussi, nous nous attellerons à transformer le RACoP et à renforcer la capacité de ses pays membres. Toutes les voies seront suivies pour rendre l'organisation plus forte », a affirmé Mme Uwingeneye, en fixant les objectifs de son mandat.

Entreprises

Ethiopian Airlines et Rolls-Royce signent un accord de service

Rolls-Royce a annoncé avoir signé un protocole d'accord pour un accord de service complet TotalCare avec Ethiopian Airlines pour 22 moteurs Rolls-Royce Trent XWB-84. Le Trent XWB-84 propulse exclusivement l'avion Airbus A350-900.

● Vivien Atakpabem

TotalCare est conçu pour offrir une certitude opérationnelle aux clients en transférant le temps passé sur l'aile et les risques liés aux coûts de maintenance à Rolls-Royce. Ce service haut de gamme, leader du secteur, s'appuie sur des données fournies via le système avancé de surveillance de l'état du moteur de Rolls-Royce, qui contribue à offrir aux clients une disponibilité opérationnelle, une fiabilité et une efficacité accrues. Ethiopian Airlines est devenue le premier opérateur d'A350 en Afrique en 2016 et est client de Rolls-Royce depuis de nombreuses années. Cette commande viendra compléter la flotte existante de 40 moteurs Rolls-Royce Trent XWB-84 de la compagnie aérienne. Rolls-Royce propulse également la flotte de 10 Boeing 787 de la compagnie aérienne avec leur moteur Trent 1000. Rolls-Royce félicite Ethiopian Airlines pour le développement continu de ses routes et attend avec impatience le vol inaugural d'Addis-Abeba, en Éthiopie, à Londres Gatwick, au Royaume-Uni, plus tard ce mois-ci, à bord de son avion A350 propulsé par Trent XWB. Le PDG du groupe Ethiopian Airlines, M. Mesfin Tasew, a déclaré : « Nous sommes ravis de prendre cet



engagement pour 11 avions Airbus A350-900 propulsés par Rolls-Royce Trent XWB-84, qui seront soutenus par un accord de services complet Rolls-Royce TotalCare. Nous souhaitons élargir la taille de notre flotte en acquérant des avions dotés des dernières technologies pour offrir une expérience à bord pratique et mémorable à nos estimés passagers. Rob Watson, président de Civil Aerospace Rolls-Royce plc, a déclaré : « L'annonce d'aujourd'hui marque un jour passionnant pour Ethiopian Airlines et Rolls-Royce. C'est la preuve que le Trent XWB-84 continue de fonctionner et de répondre aux attentes de nos clients. Il s'agit de la plateforme moteur idéale pour soutenir les ambitions de croissance d'Ethiopian Airlines en tant que compagnie aérienne leader en Afrique. « Nous entretenons une relation avec Ethiopian Airlines depuis de nombreuses années et nous tenons à les remercier d'avoir encore une fois accordé leur confiance au Trent XWB et à Rolls-

Royce. Nous sommes impatients de les soutenir dans le développement de leur route mondiale. Aussi polyvalent que fiable, le Trent XWB a déjà démontré qu'il est tout aussi efficace pour propulser des vols court-courriers que long-courriers, ce qui en fait la solution idéale pour les opérateurs de passagers et de cargo disposant d'un réseau varié. En tant que gros moteur d'avion en service le plus efficace au monde, le Trent XWB contribuera également à accélérer le parcours de développement durable d'Ethiopian Airlines. Avec un avantage de consommation de carburant de 15 pour cent par rapport à la première génération de moteur Trent, le Trent XWB va plus loin avec moins de carburant et offre des performances et des niveaux de bruit de premier ordre. Il est également certifié aujourd'hui pour fonctionner avec un mélange à 50 % de carburant d'aviation durable (SAF) et il a été prouvé qu'il est compatible avec 100 % de SAF pour l'avenir.

Nigeria

Shekel Mobility lève 7 millions \$ pour renforcer son activité

Après l'obtention d'un financement de 1,9 million \$ en début d'année, la start-up de mobilité Shekel poursuit son développement grâce à de nouveaux capitaux mobilisés pour soutenir sa croissance.

La plateforme nigériane Shekel Mobility a levé 7 millions \$ de financement, dont 3 millions \$ en capitaux propres et 4 millions \$ en dette, a appris l'Agence Ecofin de sources médiatiques. La levée de fonds a été co-dirigée par Ventures Platform et MaC Venture Capital. Shekel Mobility, qui aide des concessionnaires automobiles à trouver, financer et vendre des voitures d'occasion en Afrique, utilisera ce financement pour lancer un nouveau produit de numérisation des processus commerciaux informels dans le secteur des concessions automobiles. « Nous cherchons à fournir des outils numériques et une infrastructure physique pour réduire le coût de possession d'un concessionnaire automobile », a déclaré Benja-



men Oladokun, co-fondateur de Shekel Mobility, au sujet du nouveau service que lancera la société. Cette levée de fonds fait suite à la mobilisation, en janvier dernier, d'un investissement de pré-amorçage atteignant 1,9 million \$, par Shekel Mobility. L'opération, qui avait connu la participation d'un groupe d'investisseurs, était dirigée par Ventures Platform. Depuis le démarrage de ses activités en 2021, Shekel Mobility affirme avoir contribué à l'expansion de plus de 1 400 concessionnaires

automobiles, en améliorant leurs stocks et en facilitant les ventes de 7 000 véhicules d'occasion. La start-up, qui propose aux concessionnaires automobiles des outils et ressources (services financiers, facilitation des transactions transfrontalières et automatisation d'opérations commerciales) dont ils ont besoin pour se développer, évolue dans un marché des voitures d'occasion atteignant près de 30 milliards \$ en Afrique.

Avec Agence Ecofin

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

lundi 20 novembre 2023

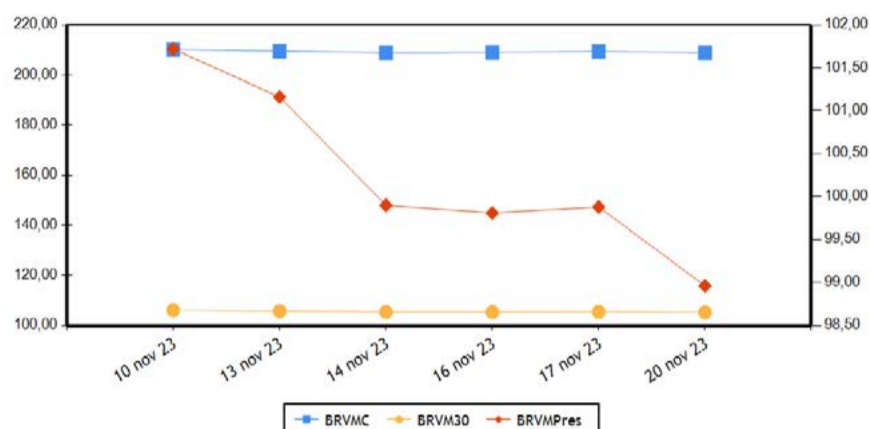
N° 219

BRVM COMPOSITE	208,83
Variation Jour	-0,23 % ↓
Variation annuelle	2,76 % ↑

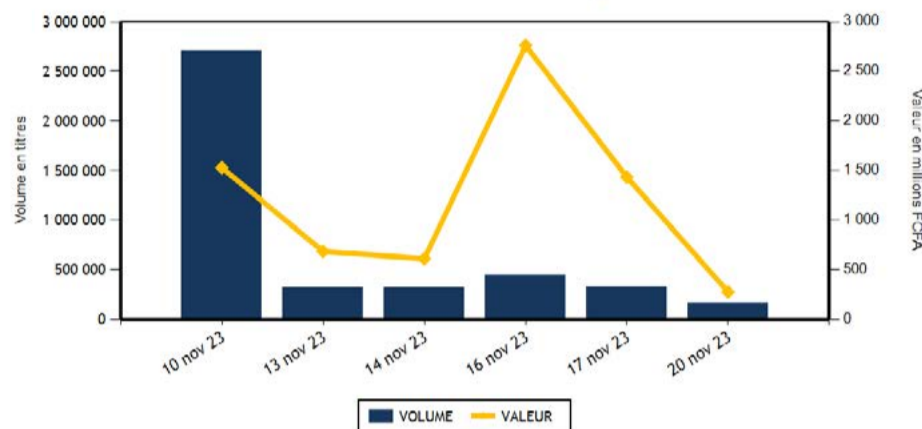
BRVM 30	105,17
Variation Jour	-0,23 % ↓
Variation annuelle	5,17 % ↑

BRVM PRESTIGE	98,96
Variation Jour	-0,92 % ↓
Variation annuelle	-0,04 % ↓

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 768 834 874 396	-0,23 %
Volume échangé (Actions & Droits)	167 595	-24,43 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	275 074 778	-40,57 %
Nombre de titres transigés	42	-4,55 %
Nombre de titres en hausse	18	5,88 %
Nombre de titres en baisse	15	-6,25 %
Nombre de titres inchangés	9	-18,18 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BOLLORE (SDSC)	1 600	7,38 %	14,70 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	720	5,88 %	6,67 %
SITAB CI (STBC)	6 300	5,00 %	-8,03 %
SICABLE CI (CABC)	1 150	4,07 %	-1,71 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	675	3,85 %	-0,74 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	98,96	-0,92 %	-0,04 %	102 362	86 246 173	6,01
BRVM-PRINCIPAL	36	102,10	0,12 %	2,10 %	65 233	188 828 605	13,77

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	100,37	-0,84 %	-3,69 %	16 848	31 632 605	36,78
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	508,78	-0,51 %	4,00 %	12 948	70 041 990	8,53
BRVM - FINANCES	15	85,15	0,48 %	12,77 %	108 415	129 111 603	6,56
BRVM - TRANSPORT	2	390,63	7,20 %	14,32 %	2 894	4 176 785	8,67
BRVM - AGRICULTURE	5	147,76	-4,47 %	-47,89 %	5 505	16 177 835	7,74
BRVM - DISTRIBUTION	7	339,54	-0,72 %	-5,30 %	20 941	23 896 560	11,76
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 048,80	0,00 %	-10,53 %	44	37 400	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	10,47
Taux de rendement moyen du marché	8,56
Taux de rentabilité moyen du marché	9,71
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	131
Volume moyen annuel par séance	493 467,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 201 465 520,34

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 320 169 918 778	-0,25 %
Volume échangé	79	-99,92 %
Valeur transigée (FCFA)	298 966	-99,97 %
Nombre de titres transigés	2	-77,78 %
Nombre de titres en hausse	1	-80,00 %
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	1	-50,00 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	1 850	-7,50 %	-42,10 %
NESTLE CI (NTLC)	7 215	-7,38 %	-12,49 %
PALM CI (PALC)	6 500	-5,45 %	-37,41 %
SAPH CI (SPHC)	2 200	-4,35 %	-55,96 %
SOGB CI (SOGC)	2 595	-3,89 %	-54,23 %

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	2,97
Ratio moyen de satisfaction	17,35
Ratio moyen de tendance	584,57
Ratio moyen de couverture	17,11
Taux de rotation moyen du marché	0,02
Prime de risque du marché	3,65
Nombre de SGI participantes	29

Définitions

Volume moyen annuel par séance
Valeur moyenne annuelle par séance
Ratio moyen de liquidité
Ratio moyen de satisfaction
Ratio moyen de tendance
Ratio moyen de couverture

= Volume annuel échangé / nombre de séances
= Valeur annuelle échangée / nombre de séances
= Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
= Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
= Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
= Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation
PER moyen du marché
Taux de rendement moyen
Taux de rentabilité moyen
Prime de risque du marché

= moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
= moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
= moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
= moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
= (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
Fax : +225 20 32 66 84
E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA



BAD

Accélération de la croissance inclusive et du développement durable en Afrique

La Banque africaine de développement (BAD) a lancé des programmes visant à renforcer les capacités institutionnelles pour une gestion efficace de la macroéconomie et des politiques publiques afin d'accélérer la croissance inclusive, le développement durable et la réalisation de l'Agenda 2063.



Le programme sur mesure fait partie des activités de mise en œuvre de la stratégie de développement des capacités de la banque ainsi que de son engagement à renforcer les capacités de l'Afrique en matière de gouvernance macroéconomique, d'élaboration et de mise en œuvre des politiques. L'économiste en chef et vice-président de la gouvernance économique et de la gestion des connaissances du Groupe de la Banque africaine de développement, le professeur Kevin Chika Urama, a révélé cela lors du lancement du rapport Benchmark Macroeconomic Models for Effective Policy Management in Africa (Modèles macroéconomiques de référence pour une gestion efficace des politiques en Afrique), à Addis-Abeba, en Éthiopie, le week-end dernier. Il a déclaré que le rapport est le fruit d'une collaboration entre la BAD, l'Institut africain de développement et le Consortium pour la recherche économique en Afrique (AERC), en tant qu'activité de mise en œuvre de la Stratégie de développement des capacités de la Banque, approuvée par le Conseil d'administration du Groupe de la BAD en 2021. Selon lui, ce rapport fournit un inventaire des modèles existants et des capacités de modélisation dans les pays africains, sur la base d'une enquête menée à l'échelle de l'Afrique par le Groupe de la Banque. Il a ajouté qu'il examinait également la pertinence des modèles existants pour les réalités du développement africain face aux défis récurrents et dynamiques, compte tenu de l'hétérogénéité significative des structures économiques dans les 54 pays africains. M. Urama a indiqué qu'un autre programme clé de mise en œuvre de la stratégie de développement des capacités

est le programme de formation des cadres sur la gestion des politiques macroéconomiques en Afrique (MEMA). Il a indiqué que l'étude qui a servi de base au rapport a été commandée pour mieux comprendre les capacités et les outils de modélisation macroéconomique existants dans tous les pays africains afin d'informer le programme d'études et les programmes de développement des capacités de MEMA qui répondent aux besoins de développement des capacités des pays. M. Urama a expliqué que les modèles macroéconomiques fournissent aux pays les outils nécessaires pour comprendre et prévoir efficacement le comportement de leurs économies, analyser les options de réponse politique, évaluer les résultats possibles et guider leur mise en œuvre, leur suivi et leur évaluation. Il a précisé que les modèles ne sont que des tentatives de simplification logique des réalités pour éclairer la prise de décision dans des hypothèses, des contextes et des réalités spécifiques. Urama a ajouté que les modèles sont donc aussi pertinents que la mesure dans laquelle ils se rapprochent des réalités et peuvent informer la prise de décision appropriée dans des contextes spécifiques. "Face aux incertitudes mondiales croissantes, en particulier les défis posés par la pandémie du virus Covid-19, le changement climatique et d'autres défis qui continuent d'infliger des coups aux économies africaines, il est important que les décideurs politiques prennent des décisions politiques avec une compréhension plus claire et meilleure de leur environnement économique et une anticipation de l'impact de leurs options politiques sur la croissance inclusive et le développement durable", a-t-il déclaré. Bien que la gestion macro-

économique ait progressé sur le continent, la capacité de modélisation macroéconomique en Afrique est restée faible, car certains pays continuent de s'appuyer sur des modèles simples qui ne rendent pas compte des complexités et des réalités du fonctionnement de leurs économies à l'ère de la mondialisation. M. Urama a déclaré que pour combler le déficit de capacités, les décideurs politiques de nombreux pays africains s'appuient sur des modèles et des outils externes qui ne prennent pas nécessairement en considération les contextes et les réalités de leurs économies. Il a ajouté que bien qu'il existe une pléthore de recommandations politiques sur les principaux défis politiques auxquels les pays sont confrontés, la mise en œuvre des politiques se heurte à des vents contraires importants. "Alors que certains affirment que le développement économique est souvent un pari, il est devenu évident que le fait de disposer de modèles solides, ancrés dans les réalités nationales, améliore la probabilité de gagner le pari. "Le renforcement des capacités en matière de modélisation macroéconomique est donc essentiel pour permettre une meilleure compréhension de la dynamique des économies, la formulation de bonnes réponses politiques et l'établissement de priorités, ainsi que la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation efficaces des politiques", a-t-il déclaré. Urama a conclu que le rapport permet de comprendre la situation et de cartographier les besoins des pays africains en matière de capacité de modélisation macroéconomique, ainsi que de développer des protocoles de coopération pour la gestion des politiques macroéconomiques en Afrique.

The Guardian

Africa Investment Forum

34,82 milliards de dollars d'intérêts d'investissement pour l'Afrique

L'Africa Investment Forum (AIF) 2023, qui s'est tenu du 8 au 10 novembre à Marrakech, au Maroc, a réussi à collecter 34,82 milliards de dollars d'intérêts d'investissement pour des projets à travers le continent.

Les développeurs de projets et les investisseurs ont examiné les opportunités d'investissement dans plusieurs domaines, notamment l'alimentation et l'agriculture, les énergies renouvelables, l'exploitation minière, les corridors de transport, l'aviation, les ports maritimes et ferroviaires en eau profonde, les TIC, les infrastructures numériques, l'intelligence artificielle, les industries créatives et la santé.



Une nouvelle coalition pour stimuler l'agriculture africaine

Des partenariats ont été signés avec le lancement de l'Alliance pour les zones de transformation agro-industrielles spéciales, un engagement initial de 3 milliards de dollars et d'Arise Integrated Industrial Platforms. L'Alliance vise à transformer les zones rurales sous-développées d'Afrique en corridors agro-industriels de prospérité et à rationaliser le développement et la mise en œuvre des projets SAPZ. Les SAPZ stimulent la transformation structurelle de l'agriculture en reliant le développement rural et urbain à travers l'écosystème de la zone. Ces zones intègrent les petits exploitants agricoles dans les chaînes de valeur grâce à la logistique et aux infrastructures, les reliant aux transfor-

mateurs agro-industriels et aux marchés de consommation. Les nouveaux engagements comprennent 1,1 milliard de dollars du Groupe de la Banque africaine de développement, 1 milliard de dollars d'Arise Integrated Industrial Platforms (Arise IIP) et de ses partenaires. « L'Alliance collectera des fonds à travers diverses fenêtres d'investissement pour la préparation de projets, le développement et la construction de projets, ainsi que le financement des entreprises locataires. Ce faisant, l'Alliance comblera le déficit de financement critique, complètera les initiatives existantes et mobilisera des ressources vers notre objectif commun consistant à accroître la valeur ajoutée agricole en Afrique » a déclaré Akinwumi Adesina, Président de la

Banque africaine de développement. Pour sa part, Benedict Oramah, président du conseil d'administration d'Arise Integrated Industrial Platforms, s'est félicité de l'émergence de l'Alliance et a suggéré que, pour attirer le secteur privé, soit envisagée la création d'organismes de régulation continentaux que les pays pourraient respecter. « Les projets de cette nature sont très visibles », a-t-il expliqué. L'AIF est une plateforme multipartite et multidisciplinaire qui fait progresser les projets jusqu'à des stades bancables, lève des capitaux et accélère les transactions jusqu'à la clôture financière. Sa vision est de canaliser les capitaux vers des secteurs critiques pour atteindre les objectifs de développement durable, les High 5 de la Banque africaine de développement et l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

Luc Amen

France

Troisième procès en vue pour UBS

La Cour d'appel de Paris devra à nouveau statuer sur l'indemnisation que la banque suisse devra verser à l'État français après sa condamnation, en 2021, pour fraude fiscale notamment.

La Cour de cassation française a définitivement confirmé, mercredi, la culpabilité du géant bancaire suisse UBS pour blanchiment aggravé de fraude fiscale et démarchage bancaire illégal, mais elle a ordonné un troisième procès pour réévaluer le montant des peines et de l'indemnisation de l'État. La première banque helvétique avait été condamnée par la Cour d'appel de Paris le 13 décembre 2021 à un total de 1,8 milliard d'euros (1,44 milliard de francs), dont une confiscation d'un milliard d'euros, 800 millions de dommages et intérêts, et une amende de 3,75 millions d'euros.

Confiscation jugée illégale

UBS, qui a toujours contesté

toute infraction, avait été reconnue coupable d'avoir illégalement démarché de riches contribuables français, afin de les convaincre d'ouvrir des comptes non déclarés en Suisse entre 2004 et 2012. Elle avait formé un pourvoi en cassation. La banque « maintient qu'elle a toujours agi dans le respect des lois et des réglementations applicables » et qu'elle « se défendra dans le procès à venir ». Un nouveau procès aura donc lieu dans les prochains mois à la Cour d'appel de Paris, devant d'autres magistrats, mais uniquement pour déterminer les peines adéquates et réexaminer les dommages et intérêts. « Si UBS est satisfaite que la plus haute juridiction française aille dans son sens sur ces aspects importants de l'affaire », la banque « regrette que la Cour

suprême française ait confirmé la décision précédente sur le démarchage illégal et le blanchiment aggravé de fraude fiscale ».

Prison avec sursis pour quatre anciens cadres

La filiale française de la banque, UBS France, condamnée en appel pour complicité de démarchage bancaire illégal à 1,875 million d'euros d'amende, n'a pas formé de pourvoi. Sa peine est définitive, comme celles de quatre anciens cadres – qui se sont vu infliger des peines de 6 mois à 1 an de prison avec sursis, ainsi que des amendes allant de 200'000 à 300'000 euros.

(AFP)

Environnement

Les nations jurent d'abandonner les énergies fossiles mais en produisent davantage (PNUE)

Si une majorité de gouvernements ont promis de drastiquement réduire leurs émissions de carbone, la production mondiale de combustibles fossiles augmente toujours et s'annonce deux fois trop élevée pour réaliser l'objectif de l'Accord de Paris sur le climat, selon le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

La grande contradiction », le titre du rapport 2023 du PNUE sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de production des combustibles fossiles, fait état du lien complexe qu'entretiennent les Etats avec les énergies fossiles. Bien que 151 gouvernements nationaux se soient engagés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre pour parvenir à l'objectif de zéro émission net, les prévisions montrent que, bien au contraire, les plans de ces mêmes gouvernements augmenteraient la production mondiale de charbon jusqu'en 2030 - ainsi que de celle de pétrole et de gaz jusqu'en 2050 au moins.

Même la production de charbon augmente

Le rapport indique ainsi que les Etats prévoient de produire environ 110% de combustibles fossiles en plus en 2030 que ce qui



serait compatible avec la limitation du réchauffement à 1,5 °C, soit l'objectif de l'Accord de Paris, et 69% de plus que ce qui serait compatible avec un réchauffement à 2 °C. Le document évalue aussi la production planifiée et projetée de charbon, de pétrole et de gaz par les gouvernements par rapport aux niveaux mondiaux compatibles avec l'objectif de température de l'Accord de Paris. « Les gouvernements doublent littéralement leur production de combustibles fossiles. Cela représente un double problème pour les populations et la planète », a réagi le Secré-

taire général des Nations Unies, António Guterres. « Nous ne pouvons lutter contre la catastrophe climatique sans attaquer sa cause première : la dépendance aux combustibles fossiles ».

Des émissions record en 2021 et 2022

Le mois de juillet 2023 a été le plus chaud jamais enregistré, et très probablement le plus chaud des 120.000 dernières années, selon de nombreux scientifiques. Partout dans le monde, des vagues de chaleur meurtrières, des sécheresses, des incendies de forêt, des

tempêtes et des inondations anéantissent des vies et des moyens de subsistance. Le changement climatique d'origine humaine est déjà là, selon les auteurs du rapport. Les émissions mondiales de dioxyde de carbone - dont près de 90% proviennent des combustibles fossiles - ont atteint des niveaux record en 2021 et 2022. « Les projets des gouvernements visant à accroître la production de combustibles fossiles compromettent la transition énergétique nécessaire pour parvenir à des émissions nettes nulles et remettent en question l'avenir de l'humanité », selon Inger Andersen, la Di-

rectrice exécutive du PNUE.

« Besoin d'engagements crédibles »

« Faire tourner les économies avec des énergies propres et efficaces est la seule solution pour combattre la pauvreté énergétique et réduire les émissions en même temps », a-t-elle plaidé. « Dès la COP28, les nations doivent s'unir derrière une élimination progressive, gérée et équitable du charbon, du pétrole et du gaz, afin d'atténuer les turbulences à venir et de bénéficier à tous les habitants de la planète », a ajouté la cheffe du PNUE, en référé-

rence à la prochaine Conférence des Nations Unies sur le climat. M. Guterres a lui aussi espéré un changement de cap lors de la prochaine COP, qui débutera le 30 novembre prochain aux Emirats arabes unis. « La COP doit envoyer un signal clair : l'ère des combustibles fossiles est à bout de souffle, sa fin est inévitable. Nous avons besoin d'engagements crédibles pour accroître les énergies renouvelables, éliminer progressivement les combustibles fossiles et renforcer l'efficacité énergétique, tout en garantissant une transition juste et équitable », a-t-il résumé.



HOROSCOPE finance

Bélier Il faudra gérer votre budget avec rigueur si vous ne voulez pas avoir bientôt de gros problèmes. Renoncez à toute solution qui ne soit pas strictement dans la légalité. Soyez prudent dans vos relations avec le fisc.

Taureau Pour bien des natifs du signe, l'immobilier sera une source de dépenses fort importantes, qu'il s'agisse du problème des réparations, des frais d'embellissement ou d'un achat éventuel. Une grande prudence s'imposera : il conviendra de ne pas se mettre sur le dos une charge qu'il sera difficile d'assumer par la suite : "Avant de bâtir la tour, il faut calculer la dépense" (Évangile selon saint Luc).

Gémeaux Une très bonne journée pour plonger le nez dans vos comptes. Vous consoliderez votre situation matérielle grâce à une complète réorganisation. Favorisez les placements à long terme et réduisez vos dépenses.

Cancer Prenez le taureau par les cornes et attaquez-vous à des problèmes matériels qui commencent à prendre des proportions inquiétantes. Sans quoi, vous risquez d'avoir de très mauvaises surprises.

Lion Votre équilibre financier ne devrait subir aucun changement, ni en bien ni en mal. Jupiter, qui vous est toujours favorable, vous aidera cependant à bénéficier d'une certaine chance et à faire les bons choix en matière d'achats ou de placements. N'hésitez pas à prendre rendez-vous avec votre banquier pour profiter de cette influence favorable.

Vierge Bon équilibre financier pour la plupart d'entre vous. Vous ne gagnerez probablement pas au Loto, mais ne risquez pas non plus de vous retrouver devant une montagne de dettes. Attention cependant à l'impact de Pluton, qui influence l'un des secteurs financiers de votre thème. Pluton pourra valoir à quelques natifs du signe une période plus fragile ; évitez toute opération risquée.

Balance Votre goût du risque pourra vous entraîner très loin. Attention aux opérations financières hasardeuses qui pourraient être catastrophiques. Mais il sera possible d'effectuer des transactions plus fructueuses.

Scorpion Prudence, prudence sur le plan financier ! Limitez vos dépenses, et évitez toute décision importante concernant un achat ou un placement par exemple. Mauvaise journée pour régler un problème de succession.

Sagittaire Vos finances ne seront pas mauvaises. Mais les astres vous inclineront à la dilapidation : vous serez tenté de jeter l'argent par la fenêtre sans trop vous soucier du lendemain. Vous résisterez mal à l'envie d'acheter des choses qui, plus tard, s'avéreront parfaitement inutiles ou du moins non indispensables. Pensez à refréner vos impulsions dépensières. Souvenez-vous que "la fortune a pour main droite l'habileté et pour main gauche l'économie" (proverbe italien).

Capricorne Les secteurs d'argent de votre thème ne subiront l'influence d'aucune planète. Votre équilibre budgétaire devrait donc en principe être stable. Vous aurez en plus des chances d'avoir l'occasion d'améliorer votre situation, soit en réorganisant vos placements, soit en ayant la bonne surprise de récupérer une somme que l'on vous devait et que vous pensiez perdue à jamais.

Verseau Vous serez obligé de gérer votre budget avec plus de rigueur encore que d'habitude. C'est à ce prix que vous réussirez à éviter les problèmes pécuniaires. D'autant plus que vous risquez de subir des retards dans vos rentrées d'argent.

Poisson Si votre situation financière est préoccupante, sachez que la meilleure solution pour aujourd'hui réside dans l'ordre et la continuité des efforts, qui seront soutenus par Mercure en bel aspect. Surtout, ne bâtissez pas de châteaux en Espagne et n'espérez pas vous en sortir par la spéculation ou le jeu.

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



La 7ème édition d'EMERGING Valley aura lieu le 28 novembre 2023 à thecamp pour construire le futur technologique entre l'Europe et l'Afrique

Sous le haut patronage du Président de la République française Emmanuel Macron, l'édition 2023 d'EMERGING Valley s'annonce comme un événement majeur pour stimuler la co-innovation et les investissements numériques à impacts sociétaux et environnementaux entre l'Europe et l'Afrique. Cette 7ème édition du forum d'affaires attend plus de 3000 participants et rassemblera 250 startups ainsi que 50 investisseurs venant de 70 pays différents. Les sujets au cœur des échanges incluront les défis environnementaux, l'intelligence artificielle, l'entrepreneuriat féminin, le financement des startups, les Jeux Olympiques et surtout l'innovation positive entre les continents africain et européen. L'événement a lieu dans la cadre de la nomination d'Aix-Marseille-Provence comme Capitale Européenne de l'Innovation pour 2023.

Marseille, le 4 octobre 2023 - [EMERGING Valley](#), fondé par Samir ABDELKRIM, entrepreneur et auteur de l'ouvrage « Startup Lions, au cœur de l'African Tech » s'est établi comme un rendez-vous incontournable de l'entrepreneuriat innovant entre l'Afrique et l'Europe. Dans un monde où les relations géopolitiques connaissent des réinventions profondes, EMERGING Valley pousse à repenser l'avenir des relations technologiques et économiques entre les deux continents. Placée sous le haut patronage du Président de la République, Emmanuel Macron, l'édition 2023 d'EMERGING Valley a sélectionné le site de thecamp, un campus d'innovation futuriste situé au cœur du territoire Aix-Marseille-Provence, comme lieu idéal pour stimuler les collaborations et les synergies entre les écosystèmes numériques africains et européens, dans un monde de plus en plus interconnecté. EMERGING Valley attirera de nombreuses délégations d'entreprises africaines ainsi que des décideurs européens de l'innovation dans le cadre des célébrations cette année du territoire métropolitain Aix-Marseille-Provence comme étant la nouvelle "Capitale

Européenne de l'Innovation", une distinction remise par iCapital et la Commission Européenne.

« Face aux grands défis globaux, le besoin d'innovations positives et de solutions communes entre l'Europe et l'Afrique n'a jamais été aussi palpable. EMERGING Valley 2023 sera le creuset de ces réflexions majeures entre les écosystèmes euro-africains, pour plus d'impacts. Dans un contexte géopolitique en constante transformation, et où la tech mondiale traverse une période de profonde évolution, ce sommet prend une importance cruciale. Par ailleurs, la métropole d'Aix-Marseille-Provence solidifie sa réputation comme pivot numérique entre l'Europe et l'Afrique, comme en témoigne sa distinction en tant que Capitale européenne de l'Innovation pour l'année 2023. Ce statut est amplifié par EMERGING Valley, qui capitalise sur la situation géostratégique exceptionnelle de la métropole en tant que Hub d'Innovations entre les deux continents », souligne Samir ABDELKRIM, fondateur d'EMERGING Valley.

Un Focus Editorial sur la co-innovation et les défis globaux :

Plus de 3000 participants, 280 speakers et experts, 250 startups et 50 investisseurs issus de 70 pays sont attendus pour explorer de nouveaux enjeux et défis majeurs tels que :

- **L'IA au cœur de la tech africaine** : explorer le potentiel et les applications de l'intelligence artificielle dans le développement technologique et humain du continent africain.
- **Financement des jeunes pousses** : analyser la nouvelle donne du VC mondial ainsi que les challenges et les opportunités qu'elles offrent pour l'Afrique et ses startups. Ce thème abordera les stratégies de financement pour soutenir les entrepreneurs à impact et les connecter avec un réseau global d'investisseurs.
- **L'innovation au service de la biodiversité 2.0** : en partenariat avec le Conseil Départemental des Bouches du Rhône, comment les technologies modernes peuvent-elles aider à préserver et valoriser la biodiversité des continents africains et européens face aux risques naturels ?
- **La souveraineté énergétique et numérique 2.0** : ce thème abordera les moyens d'assurer une sécurité énergétique durable grâce aux innovations numériques africaines, tout en s'adaptant aux perturbations géopolitiques actuelles.

- **Agri-Tech et Souveraineté alimentaire** : face aux enjeux géopolitiques et climatiques actuels, comment peut-on répondre aux défis de l'alimentation et de la nutrition grâce à l'AgriTech et construire un avenir alimentaire durable.
- **Villes durables et neutres pour le climat** : inspiré par l'ambition de Marseille et d'autres villes méditerranéennes visant la neutralité carbone d'ici 2030, ce thème porté par l'Etablissement Public Euroméditerranée explorera les innovations et solutions technologiques africaines et européennes pour la décarbonation des villes, dans le sillage de l'initiative Med'Innovant Africa.
- **Entrepreneuriat féminin dans la Tech africaine** : mise en lumière des femmes entrepreneures d'Afrique et de Méditerranée, qui façonnent l'avenir de la tech par leur créativité et leur innovation en partenariat avec l'Agence Française de Développement et le Social Inclusive Business Camp.
- **La révolution e-santé africaine** : en partenariat avec la Métropole Aix-Marseille-Provence, ce thème se concentrera sur l'interdépendance et la solidarité numérique entre l'Afrique et l'Europe face aux défis médicaux et sanitaires actuels.

« EMERGING Valley 2023 abordera des défis sociétaux, économiques et environnementaux, et mettra en lumière les solutions concrètes que les entreprises digitales africaines et européennes peuvent apporter face à la multiplication des crises. EMERGING Valley n'est pas seulement un forum d'affaires, c'est une expérience immersive où se rencontrent la créativité et l'innovation africaine et européenne au service du bien commun. Une occasion unique de débattre, de co-créer et de propulser des innovations qui façonneront l'avenir technologique de l'Afrique et de l'Europe », complète Samir ABDELKRIM

Parmi les nombreux temps forts de l'édition :

- **Prix MED'INNOVANT AFRICA 2023** : mise en avant de startups africaines engagées dans la ville durable en Méditerranée et en Afrique, avec la remise de deux Prix par l'établissement public d'aménagement Euroméditerranée le 28 novembre.
- **Provence Africa Connect 2023** : Prix visant à récompenser un entrepreneur du territoire Aix-Marseille-Provence ayant un projet à impacts positifs en Afrique. Pour la première fois et en exclusivité, le concours est ouvert aux entrepreneurs européens en 2023.
- **Trophées de l'Innovation par l'IRD** : l'institut de Recherche pour le Développement créé pour la première fois en 2023 son concours, les Trophées de l'innovation, pour récompenser des doctorants et jeunes chercheurs africains porteurs de projets innovants. Les trophées seront remis lors d'EMERGING Valley le 28 novembre. Les lauréats bénéficieront d'un prix de 10 000 euros, d'un kit de promotion et d'un accompagnement technique de haut niveau.

« Couronnée Capitale européenne de l'Innovation pour l'année 2023, Aix-Marseille-Provence amplifie son rôle de carrefour numérique entre l'Europe et l'Afrique. Avec sa localisation stratégique en tant que point de rencontre entre les deux continents, Aix-Marseille-Provence devient plus que jamais le carrefour où l'innovation africaine et européenne se rencontrent et créent ensemble. Les participants à cette édition pourront élargir leur réseau en rencontrant des startups à fort potentiel, des investisseurs prêts à catalyser le changement, des décideurs institutionnels influents et des leaders d'opinion en matière d'innovation. », conclut Samir Abdelkrim.

Depuis sa création en 2017, le sommet EMERGING Valley a fédéré plus de 25 000 entrepreneurs, organisé 7 500 rendez-vous BtoB, réuni plus de 500 tech hubs et investisseurs et fait rayonner plus de 1 200 speakers de premier plan.

Le programme complet d'EMERGING Valley 2023 sera officiellement présenté en octobre.

Inscriptions & plus d'informations sur EMERGING Valley : <https://www.online-emergingvalley.co>

Contact presse

Quatrième Jour

Antoine Billon – abillon@quatriemejour.fr

Cindy Mouchard-Patinaux – cmouchard@quatriemejour.fr

PARTENAIRES OFFICIELS



Opinion

La COP bégaie, mais elle reste cruciale pour le monde

Si la COP est l'un des rares forums où toutes les parties peuvent aplanir leurs divergences, les intérêts des combustibles fossiles ont bénéficié d'une oreille attentive ces dernières années. Aussi sera-t-il difficile de changer la donne à Dubaï.

La 28e Conférence des parties (COP) de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, qui se tient à Dubaï, du 30 novembre au 12 décembre, suivra une routine familière, presque ennuyeuse. Les dirigeants mondiaux arriveront en avion et les deuxième et troisième jours seront consacrés aux discours, aux promesses et aux annonces des dirigeants de presque tous les pays du monde. Compte tenu des conflits, de la pénurie, de la volatilité économique, environnementale et politique et des résultats peu encourageants des dernières conférences des parties, le changement climatique n'est pas près de disparaître. Le président américain, Joe Biden, et le premier ministre britannique, Rishi Sunak, qui subissent tous deux des pressions dans leur pays, occuperont une place de choix. Il en sera de même pour le sultan Ahmed al-Jaber, PDG de la compagnie pétrolière nationale d'Abou Dhabi (ADNOC) et président délégué de l'événement. Les dirigeants des pays du Sud, qui ont supporté le poids de la catastrophe climatique qui a atteint de nouveaux sommets cette année, seront également présents. Narendra Modi, Premier ministre de l'Inde, dont certaines parties du pays ont connu plusieurs journées successives de plus de 44 degrés en juin, causera-t-il l'occasion de s'exprimer ? Ou encore le président des Kiribati, Taneti Maamau, l'un des nombreux petits pays insulaires en proie à la noyade, dont les invocations déchirantes du droit à l'existence de leur pays sont devenues l'une des marques de fabrique des travaux de la COP. António Guterres aura également beaucoup à dire, lui qui estime que l'humanité a « ouvert les portes de l'enfer » en laissant la crise climatique s'aggraver. Des protestations similaires ont accompagné chaque étape



de la politique climatique turbulente de ces dernières années, chaque rapport qui met en lumière les gouffres entre la rhétorique, l'ambition, l'action et l'impact, et chaque record qui est tombé dans une année 2023 horrible, climatiquement violente, qui est presque certaine d'être l'année la plus chaude de l'histoire. Pourtant, il faut également reconnaître que la décision d'organiser la COP28 dans les Émirats arabes unis, pays producteur de pétrole, montre à quel point la COP a changé. Il y a huit ans, lors de la COP21, les pays riches et fortement émetteurs se sont engagés, dans le cadre de l'accord historique de Paris, à limiter « l'augmentation de la température moyenne mondiale à un niveau nettement inférieur à 2°C par rapport aux niveaux préindustriels ».

Une trajectoire toute tracée ?

Cependant, il semble que le processus de la COP soit de plus en plus dissocié des agendas politiques nationaux. Après tout, l'une des caractéristiques de l'accord est qu'il laisse largement les pays tracer leur propre voie en matière de climat. Il n'est donc pas surprenant que l'espace au niveau international ait été largement occupé par les intérêts des combustibles fossiles, qui se sont emparés de la COP à un degré que l'ancien vice-président américain Al Gore qualifie d'« inquiétant ». Entre autres experts, Tim Flannery, écologiste et climatologue australien, redoute que le réchauffement planétaire atteigne un pic d'environ 2,1 degrés au-dessus des moyennes préindustrielles.

Cette prévision, juge-t-il, reflète presque entièrement la vitesse à laquelle les technologies d'énergie renouvelable ont été développées, affinées, rendues compétitives en termes de coûts et déployées dans le monde entier. Ce boom a rapporté des milliards aux pays qui se sont lancés rapidement, en particulier la Chine, qui domine la fabrication mondiale de technologies d'énergie propre, et les États-Unis, dont la nouvelle politique industrielle a suscité plus de 80 milliards de dollars d'investissements nationaux dans les énergies propres, et ce, pour l'essentiel, en l'absence d'une politique gouvernementale particulièrement favorable. L'Australie, où Tim Flannery a été le premier (et le dernier) commissaire au climat, est un bon exemple. En dépit d'une politique publique faible, voire carrément antagoniste, c'est le pays où l'utilisation de l'énergie solaire photovoltaïque est la plus élevée au monde, en grande partie grâce à la décision des consommateurs individuels d'acheter et d'installer des panneaux solaires sur leurs toits. Dans une certaine mesure, le message de Tim Flannery est réconfortant. Malgré les pires faux pas des gouvernements nationaux et des instances telles que les Nations unies, et les malversations des entreprises de combustibles fossiles qui s'accrochent aux modèles commerciaux de l'ère industrielle, il semble que le monde puisse se décarboniser juste assez rapidement pour éviter de briser complètement le plafond des 2 degrés. Cela explique peut-être pourquoi la COP est devenue de

plus en plus marginale. Les chances de percées transformationnelles, de taxes mondiales sur le carbone ou de plafonds d'émissions contraignants, qui ont animé les toutes premières COP, s'amenuisant, il ne reste plus à chaque partie qu'à gérer elle-même les pires impacts jusqu'à ce que le marché atteigne de manière indépendante un pic d'émissions au niveau mondial.

Pertes et dommages toujours d'actualité

Mais cela revient bien sûr à ignorer les frictions. Et ce sont ces frictions qui font que la COP reste pertinente. Pour les pays moins développés, l'enjeu est énorme. Ce sont eux qui ont émis le moins de gaz à effet de serre, mais qui subiront de plein fouet l'expression apocalyptique du changement climatique, quelle qu'elle soit, dans les décennies à venir. Pour les pays qui sont au cœur des discussions sur les pertes et dommages, les réparations climatiques, les migrations climatiques ou les 100 milliards \$ par an de financement climatique promis lors de la COP de 2007, la Conférence des parties reste la meilleure arène pour faire valoir leurs revendications. Pour eux, à Dubaï, tout est à faire. Si la COP27 s'est distinguée par une chose, outre le nombre record de lobbyistes des combustibles

fossiles qui ont franchi ses portes, c'est bien la conversation sur les pertes et les dommages. Après trois décennies d'appels persistants, bien qu'ignorés, des pays moins développés en faveur d'un mécanisme de compensation ou d'ajustement, un accord a été conclu à l'aube de la dernière journée de négociations. Les pertes et dommages sont la pierre angulaire de toute réponse systématique et véritablement mondiale à la crise climatique, et cet accord, qui a créé un fonds destiné à fournir une assistance financière aux nations pauvres entravées par la dégradation du climat, a été l'une des rares « victoires » de la conférence. En invoquant la politique de la responsabilité et en admettant la culpabilité des pays à l'origine du problème, le président égyptien de la COP27 a salué cet accord comme « une écoute des appels de l'angoisse et du désespoir ». Pour Sherry Rehman, alors ministre pakistanaise du changement climatique, il s'agissait d'un « accomplissement dans notre avenir et dans la justice climatique ». Les paiements pour pertes et dommages peuvent prendre de nombreuses formes. Il peut s'agir d'une aide au déplacement des communautés touchées, de fonds destinés à faciliter le nettoyage à la suite d'événements climatiques ou d'une assurance contre les pertes de vies, de biens et de moyens de subsistance dues

aux effets du climat. Pourtant, sous sa forme actuelle, il n'est guère plus qu'un pot vide, les pays participants s'engageant à utiliser l'année 2023 pour déterminer combien et comment ils allaient verser de l'argent, ainsi que la manière dont cet argent allait être distribué.

Élimination progressive ou réduction progressive ?

Récemment, le comité transitoire mis en place pour mener à bien cette tâche s'est querellé dès le premier obstacle, à savoir le choix de l'institution qui accueillerait et administrerait le fonds ! Les pays les plus développés, emmenés par les États-Unis, faisaient pression pour que ce soit la Banque mondiale qui s'en charge, tandis que le groupe des pays en développement du G77 et l'AOSIS, l'Alliance des petits États insulaires, invoquaient l'inefficacité de la Banque mondiale, son alignement sur les États-Unis, sa focalisation sur la dette et sa réputation de punitivité pour s'y opposer. Le comité s'est attiré les foudres du sultan Ahmed al-Jaber : « Les yeux du monde sont braqués sur vous », a déclaré le président-délégué dans un communiqué.

Angus Chapman est économiste, spécialiste du climat.

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres			
Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7
Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100			
Produits échangés			
1,0 Mds USD de produits exportés en 2020		2,2 Mds USD de produits importés en 2020	
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	9,0	Energie électrique	5,1
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et craies phosphatées	8,8	Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002...	5,1
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100			

OPEN



VOS VÊTEMENTS MÉRITENT CE QU'IL Y A DE MIEUX

Chers clients, notre pressing moderne et équipé est ouvert à tous. Nous traitons vos vêtements avec soin et professionnalisme.

-15%

de réduction sur tous les services dès maintenant jusqu'au **31 Janvier 2024**

Réservez maintenant !

+228 22 23 86 00

reservations@hotel2fevrierlome.com



2 FEVRIER
HOTEL-LOME
★★★★★